

*L'Adresse—M. Lapierre*

**M. le vice-président:** La parole est au député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper) pour poser une brève question ou faire une brève observation.

**M. Keeper:** Monsieur le Président, j'ai une brève question pour le député. Il a dit que nous devrions juger de son rendement ou de celui de son gouvernement en fonction du programme progressiste conservateur. L'un des points que le premier ministre (M. Mulroney) a inscrits à son programme durant la campagne électorale touche à toute la question du principe de l'universalité et des programmes sociaux. Il a déclaré aux Canadiens qu'il s'agissait là d'un dépôt sacré. Maintenant qu'il est au pouvoir, il remet en question le principe de l'universalité en ce qui concerne les pensions de retraite et les allocations familiales. J'aimerais juger de leur rendement d'après les critères qu'ils ont inscrits à leur propre programme. Le député aurait-il l'obligeance de répondre?

**M. Friesen:** Pourquoi le député insiste-t-il pour poser des questions aussi simples? Cela ne pose absolument aucun problème. Le Nouveau parti démocratique ne m'a jamais semblé très cohérent sur aucune question, sans parler de celle de l'universalité. A propos, n'est-ce pas étrange que l'Alcan, une bonne société canadienne, n'ait pas réussi à construire une usine au Manitoba alors que l'Alcoa, cette multinationale affreusement pourrie venant des États-Unis, paraît être en mesure de conclure une entente? Voilà la grande cohérence des néo-démocrates!

● (1620)

Pour répondre à la question du député, son parti a appuyé les allocations au conjoint. Je ne pense pas qu'ils aient jamais voté contre cette idée. Les néo-démocrates ont appuyé le crédit d'impôt pour enfant et proclamé qu'il s'agissait là d'un grand bienfait pour les moins nantis. Ils ont fait de même pour le SRG. Est-ce que le SRG est universellement appliqué au Canada?

**M. le vice-président:** Je regrette d'interrompre le député mais, pour la seconde fois, la période des questions et observations est écoulée.

[Français]

Nous allons continuer le débat maintenant avec l'honorable député de Shefford (M. Lapierre).

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, je voudrais en premier lieu, à l'occasion de ce débat, en profiter pour vous féliciter pour votre nomination et vous dire que nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes conscients que vous avez énormément de potentiel et nous aurions même aimé vous voir assis dans le premier banc d'en face. En attendant, nous sommes convaincus que vous utiliserez votre talent à bon escient pour diriger les travaux de la Chambre.

Je veux aussi en profiter pour remercier mes électeurs de la circonscription de Shefford qui, envers et contre tous, et particulièrement la vague qui a existé au moment de l'élection du 4 septembre, ont su finalement faire la différence entre un programme sérieux et un mirage. Ils ont su résister à la tentation des solutions faciles qu'offrait le parti qui forme maintenant le gouvernement et demeurer fidèles à un parti politique qui a fait beaucoup pour la circonscription ainsi qu'à un député qui continuera de faire encore mieux, je l'espère, au cours des prochaines années.

Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de lire et d'entendre le discours du trône et, par la suite, l'exposé économique du ministre des Finances (M. Wilson) et, en faisant l'examen de ces deux documents, j'ai porté une attention particulière à quatre sujets: soit le commerce international, le développement économique régional, le cas des chômeurs et, finalement, le cas des jeunes.

Et je veux faire la démonstration aujourd'hui, monsieur le Président, que nos amis d'en face n'ont malheureusement pas la mémoire assez longue pour se rappeler les engagements qu'ils ont pris pendant la campagne électorale.

Examinons leurs engagements au moment de la campagne électorale, en fait, ce qu'ils ont livré au moment du discours sur le budget, ou l'exposé économique, et on s'aperçoit qu'il s'agit de deux mondes complètement différents.

Durant la campagne électorale, par exemple, monsieur le Président, le chef du Parti progressiste conservateur disait le 14 mars: Il faut que nous devenions des commerçants internationaux de première classe. Il faut que nous devenions des fournisseurs fiables de biens et services de qualité à prix concurrentiels. Il disait aussi qu'il fallait intensifier la recherche de débouchés pour nos produits d'exportation.

Et finalement, quelques semaines plus tard, que nous offre-t-il? Il nous offre une coupure de 6.2 millions de dollars dans la Commission canadienne du lait, dont 4 millions de dollars qui étaient réservés à l'exportation, et je sais qu'il y a de nos collègues ici du Québec, du parti gouvernemental... et je vous gage que c'est là la première des coupures au programme de la politique laitière. Je suis convaincu, monsieur le Président, qu'au cours des prochains mois, nos collègues d'en face qui ont promis mer et monde aux agriculteurs, et particulièrement aux producteurs laitiers, vont avoir une rencontre avec leur modestie s'ils laissent le ministre des Finances s'occuper du programme laitier, au Québec plus particulièrement.

Qu'ont-ils fait d'autre pour augmenter les exportations? Le programme d'aide aux marchés d'exportation: ils viennent de couper un autre 4 millions de dollars. La Corporation commerciale canadienne qui s'occupe aussi d'exportation: on lui a coupé 5 millions de dollars. On sait qu'un des problèmes, par exemple, dans les pêcheries, c'est le manque des marchés d'exportation. Et là encore on se permet de couper un autre 4 millions de dollars.

Finalement, on dit que l'on va augmenter le nombre d'attachés commerciaux, c'était un des engagements fermes du chef du Parti progressiste conservateur (M. Mulroney). Et la première coupure qu'il fait au ministère des Affaires extérieures, monsieur le Président, c'est de s'assurer qu'à Rio, par exemple, où on avait quatre personnes dans la section commerciale, ces quatre postes-là sont coupés.

Monsieur le Président, c'est exactement le contraire de ce qu'ils ont prêché au cours de la campagne électorale, et non seulement cela, ils ont coupé là 3.1 millions de dollars. Maintenant, bien sûr, un des grands engagements de nos amis d'en face pendant la campagne, ceux qui ont des producteurs de porc chez eux, qui leur ont promis que leur viande serait vendue, par l'entremise de quoi? Il y avait Canagrex. Monsieur le Président, la première mesure qu'ils font, ils abolissent Canagrex, et ils ont finalement menti, menti carrément aux producteurs agricoles, et à ce moment-ci ils vont retourner chez eux et